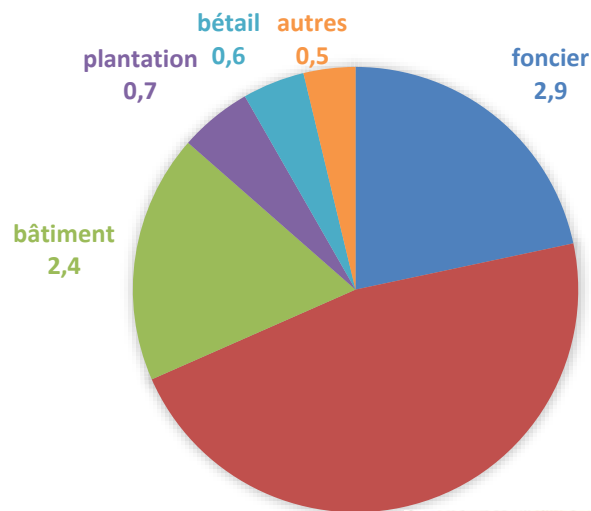


Le nouveau paysage du financement bancaire de l'agriculture

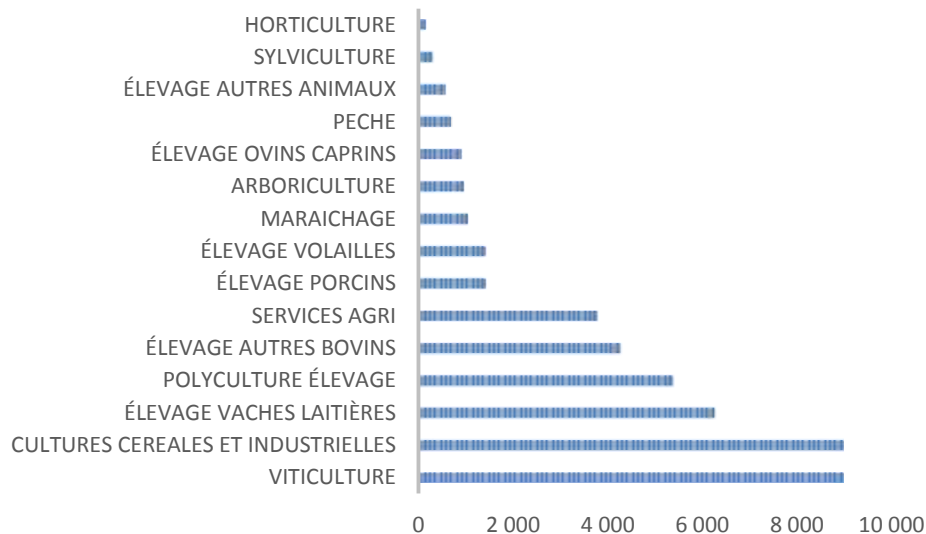
Crédit  Mutuel

Un marché estimé à 13 milliards € par an

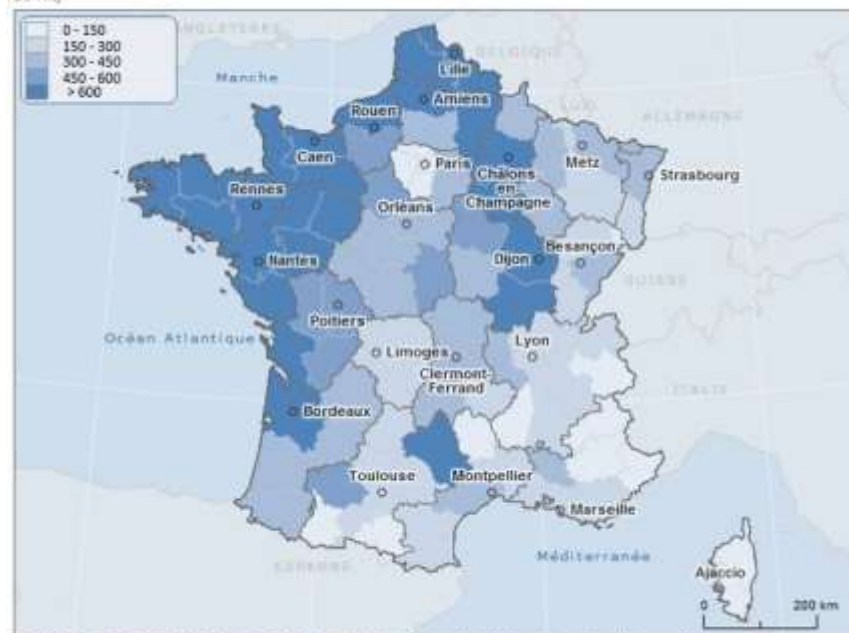
Investissement annuel en milliards €



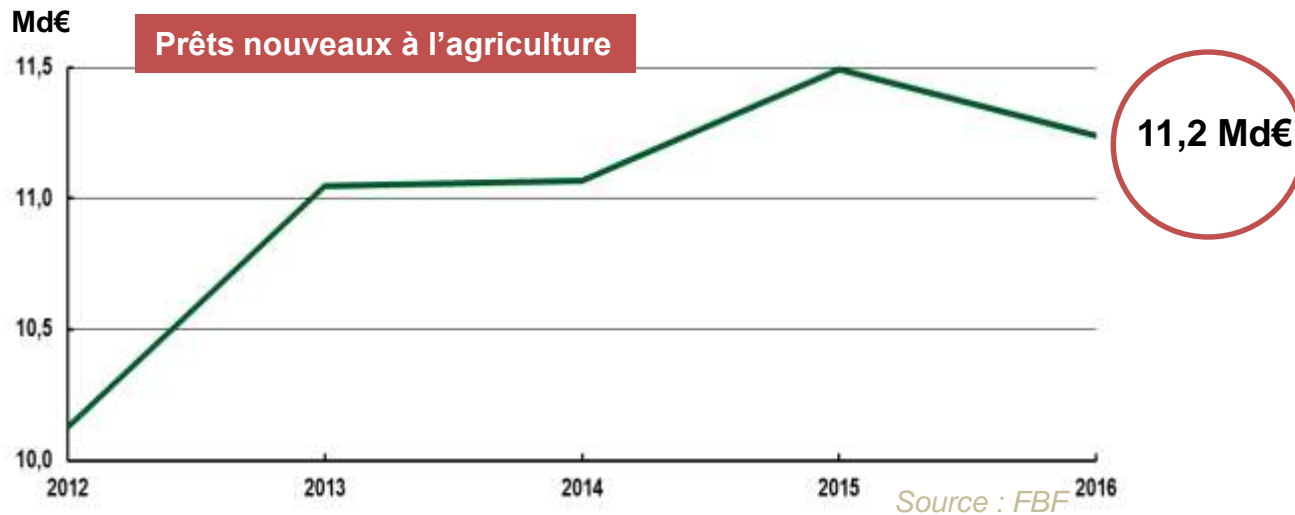
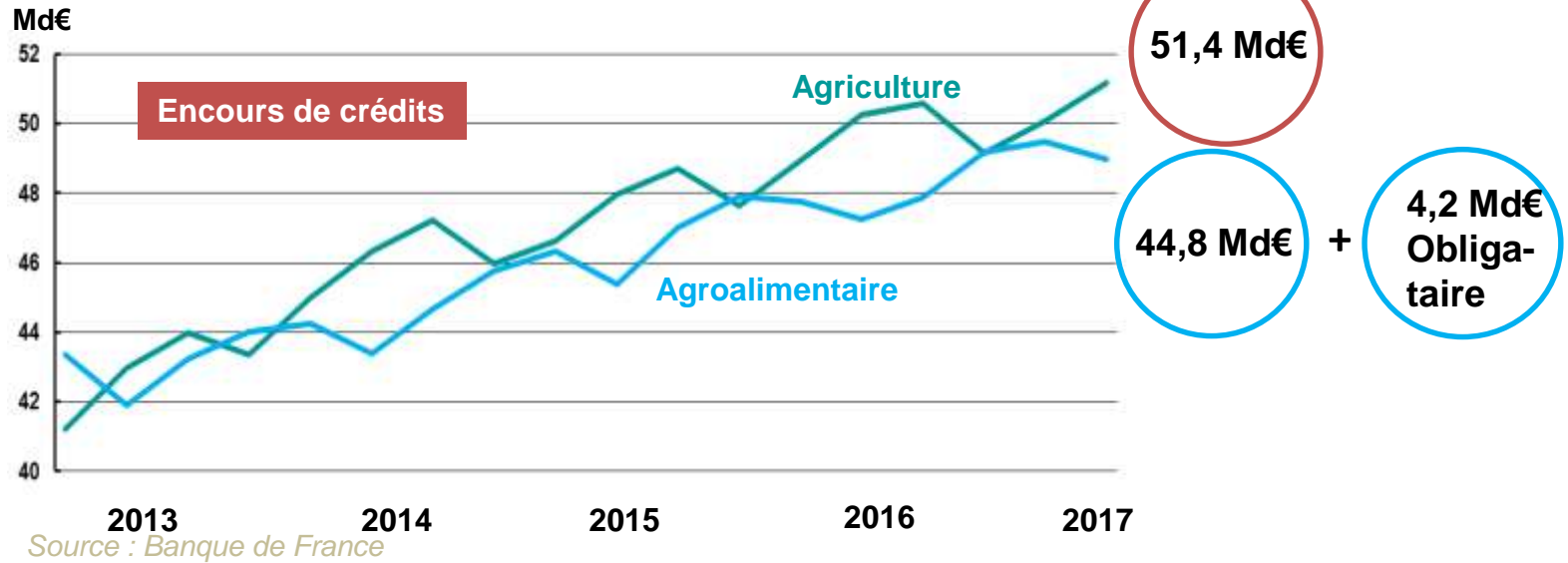
Encours crédit terme par activité en millions €

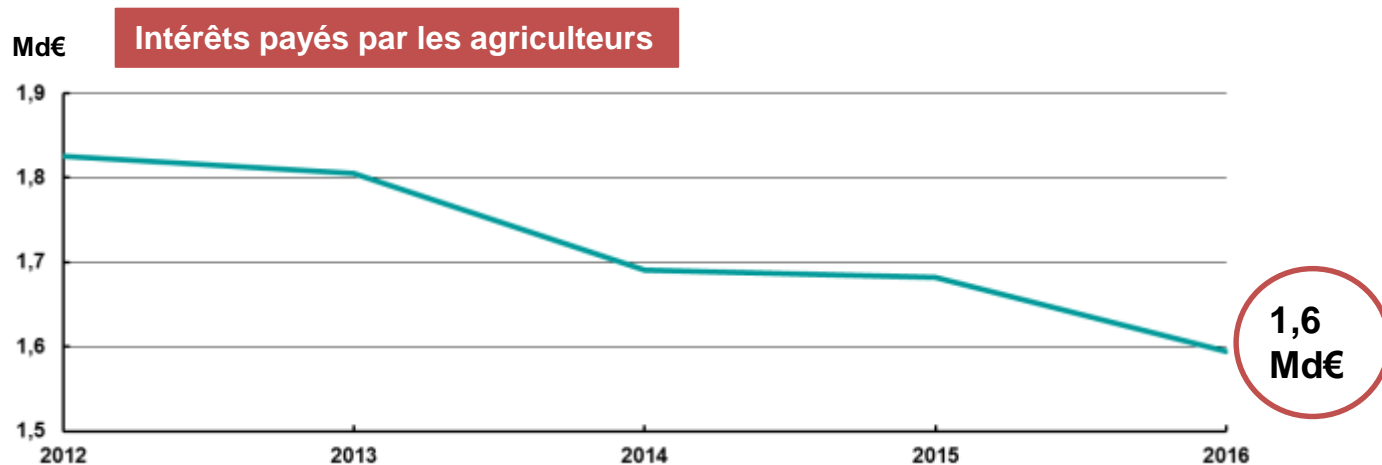


Encours_agriculture_tous_déclarants - source : BDF (Centralisation des Risques, déclaration encours > 25 k€)



Un financement dynamique





Source : INSEE - Comptes de l'agriculture

- **Baisse de 13 % des intérêts payés 2012-2016 pour un encours en hausse de 21 %**
- **Des taux français inférieurs de 50 bp aux taux moyens de la zone euro**

Taux d'intérêts des
nouveaux crédits PME
(avril 2017)

France	1,86
Italie	2,06
Zone euro	2,19
Espagne	2,23
Allemagne	2,51

Source : BCE

- Une part de l'autofinancement difficile à évaluer
- Une domination des banques mutualistes
 - Un intervenant historique : Crédit Agricole
 - Deux banques challengers : Crédit Mutuel et Banques Populaires
 - Des banques secondaires : CIC et BNP
- Autres intervenants :
 - Captives de constructeurs de machines agricoles
 - Organismes stockeurs
 - BPI
 - Fonds d'investissement
 - Entreprises de finance participative

Une évolution du paysage agricole

- Des structures complexes à financer :
 - Des montants de plus en plus importants en raison des tailles croissantes d'exploitation et d'élevage, de la progression des tailles des machines et bâtiments et de la hausse des prix du foncier
 - Des complexités juridiques et administratives croissantes
- Des exploitants de plus en plus formés à l'économie et aux pratiques de financement
- De nombreux projets innovants :
 - Le développement d'activités extra-agricoles
 - Le développement des projets d'énergie renouvelable
 - L'évolution des modes de production :
 - Outils économes en intrants
 - Bâtiments intégrant les nouvelles demandes en bien-être animal
 - Le développement du numérique

Une attention soutenue sur les risques agricoles

- Des aléas de plus en plus fréquents
 - Risques agronomiques et sanitaires
 - Risques climatiques
 - Risques prix
 - Risques humains
- Une nécessaire mais difficile mobilisation des garanties
 - Une faible couverture en garantie du financement bancaire
 - Des garanties réelles insuffisantes
 - Une difficulté croissante à mobiliser des garanties sur patrimoine privée
 - Le recours aux procédures de mise en liquidation judiciaire

- Des banques en soutien de l'économie des territoires
 - Des taux d'intérêt historiquement bas
 - Un maintien de haut niveau de financement
 - En dépit de contraintes réglementaires fortes
 - Une force : la proximité

- Une nécessaire évolution des modèles de banques mutualistes
 - Forces et limites des caisses locales
 - Progression de la dématérialisation de la relation client
 - Recherche de financements complémentaires

Vers un nouvel écosystème du financement agricole

- Une ouverture progressive du marché agricole
 - Fin des prêts bonifiés agricoles
 - Une concurrence croissante
 - Une arrivée de nouveaux intervenants
- Une évolution de l'offre de financement
 - Des outils de financement diversifiés
 - Décalage d'échéances, prêt à palier, prêt In Fine
 - Développement du crédit bail et de la location financière
 - Une modulation des échéances
 - Une volonté d'une approche globale et pro-active dans les conseils en financement
- Un travail en synergie avec d'autres acteurs du financement de l'agriculture